



PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE
DIRECTION DU PILOTAGE
INTERMINISTÉRIEL
Pôle environnement et
Guichet unique ICPE

N° 58-2020-02-24-001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant mise en demeure à la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE (RVDL)
de régulariser la situation administrative de son établissement situé 5 Allée du Tremblat,
sur le territoire de la commune de COSNE-COURS-SUR-LOIRE

LA PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, parties législative et réglementaire du livre V, et notamment les dispositions des articles L. 171.7, L. 171.8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 512-20, L. 514-5, ainsi que les articles L. 512-1 (installations soumises à autorisation), L. 512-7 et R. 512-46-1 (installations soumises à enregistrement), L. 512-8 et R. 512-47 (installations soumises à déclaration) ;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visée à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2713 ;
- VU l'arrêté ministériel du 14 octobre 2010, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2714 ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et

électroniques), n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande, présentée le 18 août 2017 par la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE dont le siège social est situé 8 rue de la Fontaine - le Grand Senais - 18300 CREZANCY-EN-SANCERRE, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de transit, tri, traitement et valorisation de déchets métalliques non dangereux et de déchets dangereux, au 5 Allée du Tremblat sur le territoire de la commune de COSNE-COURS-SUR-LOIRE ;

VU la demande de compléments, relative à la question du traitement des effluents générés par l'installation, formulée par l'Inspection des installations classées en date du 6 septembre 2019 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite du 30 juillet 2019, et transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 janvier 2020, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 30 juillet 2019 a démontré que l'établissement situé 5 Allée du Tremblat est exploité par la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE sans les autorisations requises au titre du code de l'environnement et de la législation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 30 juillet 2019, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que des déchets dangereux (batteries usagées) sont présents dans l'installation en quantité supérieure à 1 tonne ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 30 juillet 2019, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que des métaux et des déchets de métaux sont entreposés sur une surface supérieure à 100 m² ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 30 juillet 2019, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que des papiers/cartons, bois, plastiques, pneumatiques et déchets d'industries non dangereux sont présents dans l'installation dans un volume supérieur à 100 m³ ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 30 juillet 2019, l'Inspecteur de l'environnement a constaté qu'une activité de traitement de déchets métalliques et ferreux est exercée au moyen d'une cisaille hydraulique ;

CONSIDÉRANT que l'installation dont l'activité a été constatée lors de la visite du 30 juillet 2019 :

- relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature ICPE,
- relève *a minima* du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2791 de la nomenclature ICPE,
- relève du régime de la déclaration au titre des rubriques n° 2713 et n° 2714 de la nomenclature ICPE,
- et est exploitée sans l'autorisation requise par l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT par conséquent que, conformément aux articles L. 541-2 et suivants du code de l'environnement, la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE n'est pas autorisée à prendre en charge des déchets ;

CONSIDÉRANT dès lors que la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE ne respecte pas les prescriptions du chapitre I^{er} du titre IV du livre V du code de l'environnement et des règlements pris pour leur application ;

CONSIDÉRANT que la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE n'a toujours pas apporté de solutions concernant le traitement des effluents générés par l'installation suite à la demande de compléments formulée par l'Inspection des installations classées en date du 6 septembre 2019 ;

CONSIDÉRANT, qu'en l'état, la situation ne permet pas de garantir, en toutes circonstances, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE de régulariser la situation de son site, sis 5 Allée du Tremblat à COSNE-COURS-SUR-LOIRE ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE, exploitant sans autorisation une installation de transit, tri, traitement et valorisation de déchets métalliques non dangereux et de déchets dangereux, sise 5 Allée du Tremblat, sur le territoire de la commune de COSNE-COURS-SUR-LOIRE (Nièvre), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :

- soit en complétant son dossier de demande d'autorisation environnementale. Dans l'attente de cette régularisation, l'exploitant réduira ses activités en respectant les seuils du régime de la déclaration et procédera à leurs télédéclarations sur le site internet « service-public.fr » (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits>),
- soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état, prévue aux articles R 512-39-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans les 15 jours suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour l'apport des compléments à son dossier de demande d'autorisation environnementale, ces compléments doivent être déposés dans un délai de quatre mois. La réduction des activités aux seuils du régime de la déclaration et leurs télédéclarations sont réalisées dans un délai d'un mois ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit, dans le même délai, un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement (si c'est une autorisation), au II de l'article R. 512-46-25 (si c'est un enregistrement) ou II de l'article R. 512-66-1 (si c'est une déclaration) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 - EXÉCUTION

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le Sous-Préfet de COSNE-COURS-SUR-LOIRE et de CLAMECY,
- M. le Maire de COSNE-COURS-SUR-LOIRE,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre, dont une copie sera adressée à Mme la Directrice de la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE et l'original sera transmis à M. le Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **24 FEV. 2020**
La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général



Alain BROSSAIS